

RÈGLEMENT DE CONSULTATION

POUVOIR ADJUDICATEUR

Musée national de la Marine
17, place du Trocadéro
75116 PARIS

OBJET

Compagnon de visite

NUMÉRO DE MARCHÉ

20 000 09

CODE CPV

63514000-5 - Services de guides touristiques

PROCÉDURE

Appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-1 et R. 2124-1 et suivants du code de la commande publique

DATE LIMITE DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Le Vendredi 12 juin 2020 à 12h30

**A COMPTER DU 1^{ER} OCTOBRE 2018, LA TRANSMISSION DES
OFFRES EST DEMATERIALISEE**

**VOUS DEVEZ IMPERATIVEMENT DEPOSER VOTRE OFFRE SUR LA
PLATEFORME PLACE (cf. article 13.3 au R.C)**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : POUVOIR ADJUDICATEUR	4
ARTICLE 2 : OBJET DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 3 : FORME DU MARCHE – PROCEDURE DE PASSATION	4
ARTICLE 4 : LIEU D’EXECUTION	4
ARTICLE 5 : ALLOTISSEMENT.....	4
ARTICLE 6 : DUREE DU MARCHE	4
ARTICLE 7 : NEGOCIATION.....	4
ARTICLE 8 : COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION	5
ARTICLE 9 : VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES.....	5
Article 9.1 : Variantes	5
Article 9.1 : Prestations supplémentaires éventuelles.....	6
ARTICLE 10 : VISITE DU SITE.....	6
ARTICLE 11 : CONDITIONS DE PARTICIPATION	6
ARTICLE 12 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.....	7
ARTICLE 13 : ORGANISATION GENERALE DE LA CONSULTATION	7
Article 13.1 : Date et heure limites de remise des plis.....	7
Article 13.2 : Présentation des plis.....	7
13.2.1 : Eléments relatifs à la candidature	7
13.2.1 : Eléments relatifs à l’offre	8
Article 13.3 : Modalités de remise des plus dématérialisés	9
ARTICLE 14 : CRITERES DE SELECTION	10
Article 14.1 : Critères de sélection des candidatures	10
Article 14.2 : Critères de jugement des offres	10
14.2.1 : Analyse des offres – rejet des offres inappropriées, irrégulières, inacceptables	10
14.2.2 : Analyse des offres – offre anormalement basse.....	10
14.2.3 : Comparaison pour la sélection de l’offre économiquement la plus avantageuse.....	11
ARTICLE 15 : ABANDON DE PROCEDURE.....	11
ARTICLE 16 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	11
Article 16.1 : Demandes de renseignements	11
Article 16.2 : Modifications apportées au dossier de consultation	12
ARTICLE 17 : RAPPEL DES CONDITIONS D’ATTRIBUTION DU MARCHE	12

ARTICLE 1 : POUVOIR ADJUDICATEUR

Le pouvoir adjudicateur est l'Établissement public, le Musée national de la Marine, représenté par son Directeur, le Commissaire général Vincent Campredon.

ARTICLE 2 : OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent marché a pour objet l'application du compagnon de visite du Musée national de la Marine à Paris (Palais Chaillot).

Les prestations attendues sont explicitées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

ARTICLE 3 : FORME DU MARCHÉ – PROCEDURE DE PASSATION

Le marché est un marché public de services au sens de l'article L. 1111-4 du code de la commande publique.

ARTICLE 4 : LIEU D'EXECUTION

Musée national de la Marine
Palais de Chaillot
17 place du Trocadéro
75116 Paris

ARTICLE 5 : ALLOTISSEMENT

Compte tenu de l'impossibilité technique de recourir à différents prestataires pour assurer les prestations, et conformément au code de la commande publique (article L. 2113-11), le présent marché ne fait pas l'objet d'un allotissement.

ARTICLE 6 : DUREE DU MARCHÉ

Le marché sera conclu pour une durée globale de 5 (cinq) ans à compter de la date de notification ou de sa prise d'effet si celle-ci est postérieure.

ARTICLE 7 : NEGOCIATION

Sans objet.

ARTICLE 8 : COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) est constitué des éléments suivants :

- le Règlement de Consultation ;
- l'Acte d'engagement ;
- la Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- l'attestation de visite ;
- le formulaire DC1 ;
- le formulaire DC2.

Les candidats n'ont pas la possibilité d'apporter de modifications au DCE, ils doivent cependant compléter certaines pièces.

Il appartient aux candidats de vérifier la composition du dossier qu'ils ont téléchargé. A l'issue de cette vérification, le(s) candidat(s) qui constateraient une erreur ou omission dans les pièces mentionnées, devront prendre contact avec le Musée national de la Marine.

Aucune prolongation de délai ne sera admise sur ce motif.

Les échanges avec les soumissionnaires se dérouleront exclusivement sur la plateforme de dématérialisation PLACE.

La plateforme de dématérialisation PLACE permet l'envoi de lettres recommandées électroniques, pour la communication avec les soumissionnaires. La valeur probante des lettres recommandées électroniques est équivalente à celles des lettres recommandées adressées par voie postale. Le système d'horodatage mis en œuvre par la plateforme permet en effet de garantir la traçabilité des échanges.

Le candidat doit s'assurer qu'il est en mesure de vérifier régulièrement les messages reçus via la plateforme PLACE.

Le Musée national de la Marine ne peut être tenu responsable si le candidat a communiqué une adresse électronique erronée, s'il n'a pas vérifié ses messages en temps et en heure ou s'il n'a pas procédé au retrait d'une lettre recommandée électronique.

ARTICLE 9 : VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES

Article 9.1 : Variantes

Le pouvoir adjudicateur n'impose aucune variante.

Les variantes facultatives sont autorisées sous réserve de respecter l'une des prescriptions suivantes :

- proposer la réalisation de l'application sur la base d'une conception technique différente (type d'application - options de la technologie) ;
- proposer une solution technique différente.

Cette réserve constitue une exigence minimale conformément à l'article R.2151-10 du code de la commande publique.

En cas de proposition de variante, la réponse à la solution de base n'est pas obligatoire.

Article 9.2 : Prestations supplémentaires éventuelles

Sans objet.

ARTICLE 10 : VISITE DU SITE

Compte tenu de la prestation demandée, la visite des lieux est obligatoire.

Un délai de traitement de 5 (cinq) jours minimum ouvrés est à prendre en compte pour pouvoir obtenir une autorisation d'accès. De ce fait, aucune visite des lieux ne sera acceptée si celle-ci intervient au plus tard 7 (sept) jours avant la date de remise des offres indiquée en page de garde du présent document.

Chaque candidat devra être muni le jour de la visite d'une pièce d'identité en cours de validité, afin de permettre l'établissement d'un laissez-passer provisoire pour accéder au site. Au cours de cette visite du site, le représentant du pouvoir adjudicateur répondra à l'ensemble des questions écrites portant uniquement sur la compréhension du cahier des charges et sur les conditions de déroulement de la consultation. Les réponses aux questions écrites feront l'objet d'un compte-rendu.

À l'issue de cette visite, le candidat se verra remettre une attestation de visite des lieux signée qui devra obligatoirement être jointe à l'offre sous peine de nullité de celle-ci.

Les entreprises qui ne se présenteront pas à cette visite ne pourront pas présenter d'offres. Le titulaire ne pourra en aucun cas faire prévaloir une méconnaissance des prestations à réaliser tant en ce qui concerne les fournitures, la mise en œuvre, que les conditions d'exécution.

ARTICLE 11 : CONDITIONS DE PARTICIPATION

Les candidats retenus pour cette consultation se présentent sous la forme d'un prestataire unique ou d'un groupement. En cas de groupement conjoint, le mandataire devra être solidaire de ses cotraitants pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur en ce qui concerne l'exécution du marché.

Les candidats ne peuvent présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement. Un même prestataire ne peut pas être membre de plus d'un groupement pour ce marché.

Les candidats seront sélectionnés sur leurs capacités professionnelles (références dans des prestations de même nature) et techniques (moyens et compétences matériels et humains).

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française.

ARTICLE 12 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

ARTICLE 13 : ORGANISATION GENERALE DE LA CONSULTATION

Article 13.1 : Date et heure limites de remise des plis

La date limite de réception des plis est fixée au **12 juin 2020 à 12h30.**

Article 13.2 : Présentation des plis

13.2.1 : Eléments relatifs à la candidature

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les éléments suivants :

- une lettre de candidature précisant le marché pour lequel le candidat soumissionne, comprenant son identification, ses coordonnées postales et numériques, (modèle DC1 mis à jour du 01/04/2019),

- une déclaration du candidat, permettant de justifier de la capacité du candidat (modèle DC2 dans sa version mise à jour le 01/04/2019),

En cas de candidature groupée, il doit y avoir autant de DC2 joints que de membres du groupement.

Il est précisé que le candidat a la possibilité de remettre à l'appui de sa candidature, à la place des éléments précités, le formulaire DUME (Document Unique de Marché Européen), dûment complété.

Au titre de la capacité économique et financière :

- Le montant du chiffre d'affaires annuel dans le domaine d'activité des trois derniers exercices disponibles,
- Le montant du chiffre d'affaires annuel général des trois derniers exercices disponibles,
- Une assurance contre les risques professionnels.

Au titre de la capacité professionnelle et technique : une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.

- la présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique,

- une indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché.

Les candidatures seront examinées afin de satisfaire à des niveaux de capacité professionnelle correspondant à des marchés similaires, tant par leur nature, leur importance, leur montant, leurs contraintes.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2143-11 et suivants du code de la commande publique, pour justifier de ses capacités professionnelles, financières et techniques, le candidat peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, financières et techniques d'autres opérateurs économiques. Dans ce cas il justifiera des capacités (mêmes justificatifs professionnels, financiers ou techniques à fournir que ceux exigés des candidats) de ce ou ces opérateurs économiques et apportera la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché, en fournissant un engagement écrit du ou des opérateurs économiques.

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer doit produire les documents justifiant qu'il n'est pas exclu de la procédure de passation des marchés publics suivant les dispositions mentionnées à l'article R. 2143-6 et suivants du code de la commande publique.

Les candidatures qui ne comportent pas ces éléments se verront rejetées sous réserve de la mise en œuvre de la faculté de régularisation prévue aux articles R.2144-1 à R.2144-7 du code de la commande publique.

En application des dispositions des articles L.2141-1 et suivants du code de la commande publique, le marché ne pourra être attribué au candidat retenu que si celui-ci produit, dans un délai qui lui sera notifié, les pièces mentionnées à l'article D8222-5 ou à l'article D8222-7 du Code du travail nouveau ainsi que les certificats et attestations des administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

Il est rappelé aux candidats que toute fausse déclaration dans les documents remis est passible d'une peine de trois ans d'emprisonnement et de 45 000€ d'amende, conformément à l'article 441-1 du Code Pénal. Outre le rejet de la candidature, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de dénoncer toute anomalie constatée, ou de se porter partie civile le cas échéant.

13.2.1 : Éléments relatifs à l'offre

Le dossier à remettre par les candidats doit comprendre les documents suivants :

- l'acte d'engagement complété,
- la Décomposition du prix global et forfaitaire complétée,
- un mémoire technique comportant les éléments suivants :
 - la méthodologie générale d'organisation,
 - les moyens humains et matériels dédiés aux prestations,
 - la qualité des exemples de documents remis pour des missions similaires,
 - la durée de mise en place du compagnon de visite.
- l'attestation de visite signée par les parties,
- le planning de réalisation du marché.

En outre, pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre (annexe à l'AE

complétée ou formulaire DC4) :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Les candidats n'ont pas besoin de signer les documents remis. Seul l'attributaire sera sollicité afin de signer les documents.

Article 13.3 : Modalités de remise des plus dématérialisés

La remise électronique des plis via la plateforme PLACE est obligatoire.

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est téléchargeable de manière dématérialisée sur la plateforme des achats de l'Etat.

À ce titre, la plateforme des achats de l'État – <https://www.marches-publics.gouv.fr> – mise à disposition par le musée national de la Marine, est libre d'accès et permet les échanges des documents dans le cadre de la présente consultation.

Par l'intermédiaire de cette plate-forme, les soumissionnaires ont notamment la possibilité :

- de retirer le dossier de consultation (DCE) dans son intégralité,
- de poser des questions relatives à son contenu, de télécharger les demandes de précisions, les échanges avec le pouvoir adjudicateur (lettre de rejet, notification...), les réponses aux questions posées, les modifications apportées au dossier de consultation,
- d'envoyer son offre par voie électronique.

Un guide d'utilisation est également disponible sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr> afin de faciliter le maniement de la plate-forme. Le soumissionnaire devra se référer aux prérequis techniques et aux conditions générales d'utilisation, disponibles sur le site. L'assistance téléphonique de la PLACE peut être jointe du lundi au vendredi au 01 76 64 74 07 de 9h00 à 19h00.

Par cette procédure, les candidats sont invités à remettre, au plus tard à la date limite fixée sur la première page du présent règlement de consultation, une candidature et une offre selon les modalités précisées à l'article 13.2 du présent règlement de consultation.

Le pouvoir adjudicateur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Les candidats en seront alors informés.

Elles devront dans ce cas y parvenir avant la date et l'heure fixées en première page du présent document. L'expéditeur devra tenir compte des délais de téléchargement l'établissement public ne pouvant être tenu pour responsable des problèmes d'acheminement.

ARTICLE 14 : CRITERES DE SELECTION

Article 14.1 : Critères de sélection des candidatures

Le jugement des candidatures est effectué dans les conditions prévues aux articles R.2144-1 à R.2144-7 du Code de la commande publique et selon les critères suivants :

1. régularité juridique (production de l'ensemble des pièces demandées et vérification de l'admission du candidat à concourir)
2. capacité économique et financière (analysée au vu des chiffres d'affaires réalisés)
3. capacité professionnelle et technique (analysée au vu des références, des effectifs annuels, et des titres d'études et professionnels)

Seules les candidatures présentant une régularité juridique, une capacité économique, financière, professionnelle et technique suffisantes seront retenues.

Conformément à l'article R.2144-5 du Code de la commande publique, la vérification des capacités sera faite au plus tard au stade de l'attribution du marché. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'étudier les offres avant les candidatures.

L'acheteur demande seulement à l'attributaire de justifier de sa capacité juridique (assurances, pouvoirs, habilitation des cotraitants etc). Cette vérification intervenant après le classement des offres, en cas d'incapacité de l'attributaire pressenti, c'est alors le soumissionnaire classé le suivant qui sera sollicité pour produire les justificatifs nécessaires.

Article 14.2 : Critères de jugement des offres

14.2.1 : Analyse des offres – rejet des offres inappropriées, irrégulières, inacceptables

Conformément aux dispositions des articles L.2152-1 à L.2152-4 du Code de la commande publique, les offres inappropriées, irrégulières, et inacceptables sont écartées.

Une offre inappropriée est une offre sans rapport avec l'accord-cadre parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences formulées dans les documents de la consultation.

Une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

Une offre inacceptable est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués à l'accord-cadre.

Les candidats doivent renseigner chaque ligne des D.P.G.F. Toute absence de réponse devra être justifiée. A défaut de justification recevable, l'offre sera déclarée IRREGULIERE.

14.2.2 : Analyse des offres – offre anormalement basse

Conformément aux dispositions des articles R. 2152-3 à R.2152-5 du code de la commande publique,

les offres anormalement basses sont écartées lorsque les prix ou les coûts ne sont pas justifiés par le candidat à l'issue des précisions complémentaires exigées le cas échéant par le Pouvoir Adjudicateur.

14.2.3 : Comparaison pour la sélection de l'offre économiquement la plus avantageuse

L'offre économiquement la plus avantageuse est déterminée, en fonction des critères pondérés suivants :

- **Prix : 40%** (analysé sur la base de la D.P.G.F.)
- **Valeur technique de l'offre : 60%** (analysée sur la base du mémoire technique et de la qualité des exemples de documents communiqués dans le cadre de marchés similaires)
- Le critère de la valeur technique est divisé en 4 sous critères comme suit :
 - la méthodologie générale d'organisation,
 - les moyens humains et matériels dédiés aux prestations,
 - la qualité des exemples de documents remis pour des missions similaires,
 - la durée de mise en place du compagnon de visite.

IMPORTANT : Le mémoire technique est **indispensable** au jugement de la valeur technique des offres des soumissionnaires et constitue une pièce fondamentale pour l'évaluation des offres sous peine de rejet de l'offre.

Toutes les notes sont attribuées aux candidats au vu des informations contenues dans le mémoire technique et conformément aux plages de notation définies précédemment. Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de rendre contractuel tout ou partie du mémoire technique.

ARTICLE 15 : ABANDON DE PROCEDURE

Le Musée national de la Marine se réserve le droit de ne pas donner suite à la consultation, selon les modalités des articles R. 2185-1 et R. 2185-2 du code de la commande publique.

ARTICLE 16 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Article 16.1 : Demandes de renseignements

Les candidats souhaitant obtenir des renseignements complémentaires, peuvent le faire **uniquement par courrier électronique** via la plateforme PLACE en s'adressant en temps utiles afin que le pouvoir adjudicateur puisse répondre, **au plus tard 5 jours avant** la date limite de remise des offres.

Toute demande qui ne respecterait pas ces modalités et qui seraient adressée à nos services dans un délai inférieur à 5 jours avant la date limite de remise des offres ne sera pas traitée.

Article 16.2 : Modifications apportées au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 4 jours avant la date fixée pour la remise des offres des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Les soumissionnaires devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

ARTICLE 17 : RAPPEL DES CONDITIONS D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ

En application des articles R.2144-1 à R.2144-7 du code de la commande publique, et en application des articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail relatifs à la lutte contre le travail dissimulé, le Titulaire ou chaque membre du groupement le cas échéant devra transmettre les documents suivants (uniquement en cas d'attribution du marché et pas au stade de la remise des offres).

Tous les documents visés au présent article doivent être déposés sur la plateforme en ligne e-Attestations mise à disposition gratuitement par le Pouvoir adjudicateur, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Le choix du mode de transmission est global. Les documents ne seront donc pas pris en compte s'ils sont transmis sur support papier.

Si le candidat retenu est déjà inscrit sur cette plateforme, il peut se connecter avec ses identifiants habituels.

Dans le cas contraire, le candidat devra obligatoirement se créer un compte sur cette plateforme en ligne. A ce titre, il recevra un courriel de la plateforme e-Attestations lui communiquant ses identifiants après avoir renseigné deux adresses mails valides dans le document intitulé « Coordonnées du candidat pour e-Attestations ».

A défaut de déposer ces éléments sur la plateforme e-Attestations dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la réception de la lettre l'informant de l'attribution envisagée, l'offre du candidat est rejetée. Le candidat dont l'offre est classée immédiatement après la sienne pourra alors être sollicité pour produire les documents nécessaires, en vue de lui attribuer le marché.

Protection des données à caractère personnel : E-Attestations.com s'engage à mettre en place toutes les procédures nécessaires pour assurer la confidentialité et la plus grande sécurité des données qui lui seraient communiquées ou auxquelles elle pourrait accéder.

Liste des justificatifs à fournir :

1^o Dans tous les cas :

- a) Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale

émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.

- b) Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites.
- c) Une attestation d'assurance décennale et de responsabilité civile.
- d) Un certificat délivré par l'Association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés, attestant de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-2 à L. 5212-5 du Code du Travail.
- e) pouvoir du signataire (permettant de relier le signataire à une personne figurant sur le K-bis ou équivalent le cas échéant), et :
 - a. habilitation du mandataire signée par les cotraitants (le cas échéant),
 - b. copie du jugement de redressement judiciaire (le cas échéant)

2° L'un des documents suivants :

Lorsque l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsque la profession est réglementée :

- a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) datant de moins de trois mois ;
- b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

3° Si le candidat emploie des salariés étrangers :

La liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail en application de l'article D8254-2 du code du travail.

4° Si le titulaire détache un ou plusieurs salariés pour l'exécution du marché (loi n°2014-790 du 10 juillet 2014 visant à lutter contre la concurrence sociale déloyale) :

- une copie de la déclaration, préalablement au détachement, adressée à l'inspection du travail, du lieu où débute la prestation.
- un document attestant de la désignation d'un représentant de l'entreprise sur le territoire national chargé d'assurer la liaison avec les agents de contrôle (inspecteurs et contrôleurs du travail) pendant la durée de la prestation.

En cas de défaut de transmission de ces pièces dans le délai imparti, ou d'une incapacité juridique qui apparaîtrait au stade de l'attribution, le pouvoir adjudicateur sollicite alors du candidat arrivé le

suivant dans le classement des offres.

Toutes les pièces devront être envoyées par courrier au Musée national de la Marine et déposées dans le même temps sur la plateforme dématérialisée www.e-attestations.com (sauf pouvoir du signataire et habilitation du mandataire), partenaire du Musée national de la Marine dans la production par ses fournisseurs des justificatifs sociaux et fiscaux.

En cas de défaut de transmission de ces pièces dans le délai imparti, ou d'une incapacité juridique qui apparaîtrait au stade de l'attribution, le pouvoir adjudicateur sollicite alors du candidat arrivé le suivant dans le classement des offres.